

Région Montérégie : Recherche-action-formation; Centre de crise de Longueuil; Évaluation des ressources alternatives

Rolland Gaudette

Aspects de la désinstitutionnalisation
Volume 12, numéro 1, juin 1987

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/030386ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/030386ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Revue Santé mentale au Québec

ISSN

0383-6320 (imprimé)

1708-3923 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Gaudette, R. (1987). Région Montérégie : Recherche-action-formation; Centre de crise de Longueuil; Évaluation des ressources alternatives. *Santé mentale au Québec*, 12(1), 166–167. <https://doi.org/10.7202/030386ar>

Événements régionaux

Région Montérégie

Responsable: Rolland Gaudette

RECHERCHE - ACTION - FORMATION

Les lecteurs qui attendaient impatiemment les tomes 1 et 2 de la Recherche-Action concernant les Ressources Alternatives en Montérégie auront sans doute été déçus d'apprendre que la parution en a été retardée.

Rappelons que cette initiative est le fruit d'une collaboration entre les onze Ressources Alternatives de la Montérégie et les Services à la communauté de l'Université de Montréal, qui s'échelonna sur une période de deux ans de rencontres régulières.

Or, tous les participants à cette démarche émettent des réserves à l'endroit de la première version du document, honnête mais incomplète et plutôt terne. On fit la lumière sur les causes de ce demi-succès lors d'une rencontre du mois d'août 86 au cours de laquelle l'équipe universitaire recueillit les commentaires et confia la tâche d'une nouvelle rédaction à M. Christian Viens, étudiant en service social et participant depuis les débuts à la recherche à titre d'auxiliaire de recherche.

Encore quelques retouches et corrections et le texte final obtint l'assentiment des participants. Aussi, au coût de 10 \$ pour le premier et de 20 \$ pour le second tome, pourrions-nous nous procurer sous peu le Tome 1 décrivant la méthodologie de la Recherche-Action et le Tome 2 relatant l'expérience en tant que telle.

Au fil des pages, les Ressources Alternatives livrent leur expérience à travers la monographie de

chacune, le texte remis à la commission Rochon, le témoignage intégral des résidants ou usagers, bénéficiaires des maisons et presque 200 pages de l'analyse générale et spécifique : le portrait sans fard des Ressources Alternatives avec leurs réussites, leurs doutes, leurs défis, leurs espoirs, leur évolution... et quelques rides peut-être.

Une centaine de copies seront imprimées dont la moitié est déjà promise. Les autres seront disponibles dans la plupart des ressources participantes, à l'A.A.S.M.M. et à l'Université de Montréal, à compter de juillet mais plus sûrement en août et septembre.

Bonne lecture!

A.A.S.M.M. :

a/s M. Jean-Louis Mailloux
1704 St-Georges
Ville Lemoyne, Québec
J4P 3J2

Université de Montréal :

École de Service Social
a/s M. Jacques Alary
C.P. 6128, Succ. A
Montréal, Québec
H3C 3J7

Tél. : 343-7224

CENTRE DE CRISE DE LONGUEUIL

Les mesures de désengorgement des salles d'urgence de la Montérégie planifiées par le M.S.S.S., outre les places réservées en lits de dépannage pour une clientèle en difficulté de type psychosocial, comportaient aussi l'instauration d'un Centre de crise à Longueuil doté d'un budget d'opération de 400 000 \$ récurrent sur les deux premières années d'opération.

Cette prescription du Ministère présentait par contre cette particularité gênante de prétendre desservir du même coup les urgences de St-Jean et de St-Hyacinthe tout aussi congestionnées que celle de l'hôpital Charles-Lemoyne.

Toute cette mise en place a été et est encore pilotée par Mme Jacqueline Proulx engagée spécialement pour organiser le service à Longueuil de concert avec les deux autres villes concernées.

De concert disions-nous... Pourtant quelques fausses notes ont déjà troublé l'harmonie.

En effet, tout laisse croire que le sort des villes de St-Jean et de St-Hyacinthe était jeté d'avance : sous le prétexte d'une consultation, on est venu de

Longueuil chercher la confirmation qu'effectivement l'éloignement des trois villes compromettait, voire empêchait toute possibilité d'offrir des services concrets à la population éloignée. Une certaine formation, peut-être, guère plus.

Fragmenter le budget, pas question. De 400 000 \$, quelques mille dollars mis à la disposition de la planificatrice sont déjà prévus pour quelques travailleurs professionnels de la santé oeuvrant dans le centre de crise sans hébergement autre que douze places en familles d'accueil et une place en Ressource Alternative (l'Entre-Deux) à Longueuil qui n'accueille que des personnes du sexe féminin.

De bonne foi sans doute, d'intentions malveillantes sans doute pas, mais une consultation comme celle-là ne sera sûrement pas inscrite dans le livre des records Guinness. Appelons cela rencontre d'information tout au plus, sans débat s'il vous plaît : ça pourrait nuire à la démarche de mise sur pied d'un centre encore hypothétique. Mais quels besoins desservira-t-il vraiment?

ÉVALUATION DES RESSOURCES ALTERNATIVES

À l'ordre du jour de la dernière réunion du comité permanent de C.R.S.S.S.M. avant l'été, devraient figurer l'étude et la programmation d'une grille d'évaluation et d'un contrat type entre les ressources alternatives en santé mentale et le C.R.S.S.S.M..

Ces documents représentent l'aboutissement d'une longue série d'allusions, de réflexions, de comités spéciaux en fond de scène depuis plus de cinq ans avec l'enjeu de l'autonomie versus le contrôle des ressources alternatives.

Le scénario se dénoue et nous révèle, en comptant les éléments de la pièce et les décors, un texte élaboré à partir des éléments descriptifs des services des ressources alternatives.

On préfère collaborer et suggérer une grille que s'en faire imposer une qui a moins de chance de ressembler aux ressources et ne serait vraisemblablement pas adaptée à leurs besoins.

Il est évidemment trop tôt pour mesurer l'impact de cette mesure potentiellement applicable à d'au-

tres régions que la Montérégie dans le cas où le M.S.S.S. aurait la tentation de généraliser cette pratique.

Cette démarche coïncide avec la formation d'un comité provincial sur les ressources alternatives et communautaires en santé mentale formés de représentants du M.S.S.S. à la Direction générale de la santé et du soutien aux organismes bénévoles et d'un représentant du Regroupement provincial des alternatives (R.R.A.S.M.Q.). Le comité est chargé de faire des recommandations à M. Claude Voisine du M.S.S.S. quant au rôle, à la reconnaissance et au mode de financement des Ressources Alternatives.

Est-ce là un signe des temps qui confirme la valeur et l'importance des Ressources Alternatives ou un encadrement de plus en plus contrôlant d'une démarche de remise en question du réseau institutionnel depuis des années?

«À suivre»...

Rolland Gaudette